

États financiers consolidés de

IMAFLEX INC.

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2017 et 2016

Rapport de l'auditeur indépendant

**Raymond Chabot
Grant Thornton S.E.N.C.R.L.**
Bureau 2000
Tour de la Banque Nationale
600, rue De La Gauchetière Ouest
Montréal (Québec) H3B 4L8

T 514 878-2691

Aux actionnaires de
Imaflex Inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la société Imaflex Inc., qui comprennent les états consolidés de la situation financière aux 31 décembre 2017 et 2016 et les états consolidés du résultat global, les états consolidés des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables

retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans la cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la société Imaflex Inc. aux 31 décembre 2017 et 2016 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

*Raymond Chabot Grant Thornton S.E. N.C.R. L.*¹

Montréal
Le 17 avril 2018

¹ CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique n° A119564

États consolidés du résultat global
(en dollars canadiens)

Pour les exercices terminés les		31 décembre	
		2017	2016
Produits des activités ordinaires	(Note 5.1)	88 296 683 \$	73 513 424 \$
Coût des ventes		74 303 446	65 099 412
Marge brute		13 993 237	8 414 012
Charges :			
Charges de vente		1 633 851	1 541 833
Charges administratives		5 450 359	4 955 639
Charges financières	(Note 8)	572 427	548 940
Pertes (gains) sur change		1 084 810	290 977
Autres		102 988	79 549
		8 844 435	7 416 938
Résultat avant impôt		5 148 802	997 074
Charge d'impôt sur le résultat	(Note 9)	1 386 462	589 007
RÉSULTAT NET		3 762 340	408 067
Autre élément du résultat global			
Poste qui sera reclassé ultérieurement en résultat net			
Écarts de change sur les opérations étrangères		(217 994)	(136 297)
RÉSULTAT GLOBAL		3 544 346 \$	271 770 \$
Résultat net par action	(Note 10)		
De base		0,076 \$	0,008 \$
Dilué		0,074 \$	0,008 \$

Les notes font partie intégrante des états financiers consolidés et la note 6 présente de l'information supplémentaire sur les états consolidés du résultat global.

États consolidés de la situation financière
(en dollars canadiens)

Aux		31 décembre 2017	31 décembre 2016
Actifs			
<i>Actifs courants</i>			
Trésorerie		87 140 \$	68 100 \$
Créances clients et autres débiteurs	(Note 11)	12 384 001	11 358 652
Stocks	(Note 12)	12 076 464	10 074 571
Charges payées d'avance		521 625	145 011
Total des actifs courants		25 069 230	21 646 334
<i>Actifs non courants</i>			
Immobilisations corporelles	(Note 13)	18 591 573	18 785 708
Immobilisations incorporelles	(Note 14)	1 395 557	1 485 177
Total des actifs non courants		19 987 130	20 270 885
Total des actifs		45 056 360 \$	41 917 219 \$
Passifs et Capitaux propres			
<i>Passifs courants</i>			
Dette bancaire	(Note 16)	5 827 182 \$	5 052 270 \$
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	(Note 15)	7 702 182	8 749 001
Passifs d'impôt exigible		868 999	311 211
Emprunts à long terme, portion courante	(Note 16)	1 250 481	1 355 760
Obligations en vertu de contrats de location-financement, portion courante	(Notes 16, 17)	194 684	170 740
Total des passifs courants		15 843 528	15 638 982
<i>Passifs non courants</i>			
Emprunts à long terme	(Note 16)	3 094 886	4 128 041
Passifs d'impôt différé	(Note 9)	1 410 786	1 291 493
Obligations en vertu de contrats de location-financement	(Notes 16, 17)	280 378	221 974
Total des passifs non courants		4 786 050	5 641 508
Total des passifs		20 629 578	21 280 490
<i>Capitaux propres</i>			
Capital-actions	(Note 18)	11 815 023	11 765 023
Réserves	(Note 19)	1 881 536	1 903 823
Résultats non distribués		10 730 223	6 967 883
Total des capitaux propres		24 426 782	20 636 729
Total des passifs et des capitaux propres		45 056 360 \$	41 917 219 \$

Obligations en vertu de contrats de location non-résiliables (Note 22.3)

Les notes font partie intégrante des états financiers consolidés.

(s) Joseph Abbandonato
Joseph Abbandonato
Administrateur

(s) Mario Settino
Mario Settino
Administrateur

États consolidés des variations des capitaux propres
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2017 et 2016
(En dollars canadiens)

	Réserves						Total
	Capital- actions (a)	Paie- ments basés sur des actions	Écarts de change sur les opérations étrangères	Bons de souscription	Total des réserves	Résultats non distribués	
Solde au 1er janvier 2016	11 752 523 \$	474 533 \$	819 117 \$	465 174 \$	1 758 824 \$	6 559 816 \$	20 071 163 \$
Résultat net pour l'exercice	-	-	-	-	-	408 067	408 067
Écarts de change sur les opérations étrangères	-	-	(136 297)	-	(136 297)	-	(136 297)
Résultat global pour l'exercice	-	-	(136 297)	-	(136 297)	408 067	271 770
Transactions avec les propriétaires:							
Émission d'actions (Note 18)	12 500	-	-	-	-	-	12 500
Paie- ments fondés sur des actions (Note 19)	-	281 296	-	-	281 296	-	281 296
Solde au 31 décembre 2016 et au 1er janvier 2017	11 765 023 \$	755 829 \$	682 820 \$	465 174 \$	1 903 823 \$	6 967 883 \$	20 636 729 \$
Résultat net pour l'exercice	-	-	-	-	-	3 762 340	3 762 340
Écarts de change sur les opérations étrangères	-	-	(217 994)	-	(217 994)	-	(217 994)
Résultat global pour l'exercice	-	-	(217 994)	-	(217 994)	3 762 340	3 544 346
Transactions avec les propriétaires:							
Émission d'actions (Note 18)	50 000	-	-	-	-	-	50 000
Paie- ments fondés sur des actions (Note 19)	-	195 707	-	-	195 707	-	195 707
Solde au 31 décembre 2017	11 815 023 \$	951 536 \$	464 826 \$	465 174 \$	1 881 536 \$	10 730 223 \$	24 426 782 \$

(a) De l'information supplémentaire sur le capital-actions est fournie à la Note 18
Les notes font partie intégrante des états financiers consolidés.

**Tableaux consolidés des flux de trésorerie
(en dollars canadiens)**

Pour les exercices terminés les	31 décembre	
	2017	2016
Activités opérationnelles:		
Résultat net pour l'exercice	3 762 340 \$	408 067 \$
Charge d'impôt sur le résultat	1 386 462	589 007
Amortissement des actifs non courants	2 091 413	2 000 905
Radiation d'immobilisation corporelle	22 855	-
Charges financières	572 427	548 940
Charge pour paiements fondés sur des actions	195 707	281 296
Perte résultant des écarts de change non réalisée	838 742	343 279
	8 869 946	4 171 494
Variations des éléments du fonds de roulement		
(Augmentation) diminution des créances clients et autres débiteurs	(1 271 657)	75 411
(Augmentation) diminution des stocks	(2 245 638)	618 492
(Augmentation) diminution des charges payées d'avance	(389 222)	115 013
Diminution des dettes fournisseurs et autres créditeurs	(925 628)	(81 931)
	(4 832 145)	726 985
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	4 037 801	4 898 479
Impôts payés	(709 382)	(813 295)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	3 328 419	4 085 184
Activités d'investissement:		
Paielements pour les immobilisations corporelles	(2 350 073)	(1 447 246)
Paielements pour les immobilisations incorporelles	(50 301)	(93 345)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(2 400 374)	(1 540 591)
Activités de financement:		
Variation nette de la dette bancaire	774 912	(1 873 443)
Intérêts payés	(562 727)	(548 445)
Augmentation de la dette à long terme	250 000	961 510
Remboursement de la dette à long terme	(1 204 574)	(1 029 168)
Produit net de l'émission de capital-actions	50 000	12 500
Remboursement des obligations en vertu de contrats de location-financement	(212 288)	(158 395)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(904 677)	(2 635 441)
Augmentation (diminution) de la trésorerie, montant net	23 368	(90 848)
Trésorerie à l'ouverture	68 100	160 975
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie	(4 328)	(2 027)
Trésorerie à la clôture	87 140 \$	68 100 \$

Transactions sans effets de trésorerie (Note 20)

Les notes font partie intégrante des états financiers consolidés

Notes aux états financiers annuels consolidés
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2017 et 2016

1. Renseignements généraux

Imaflex Inc. (« la Société Mère ») est constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions. Son siège social, qui est aussi son établissement d'affaires principal, est situé au 5710 rue Notre-Dame Ouest, Montréal, Québec, Canada. Les principales activités de la Société Mère et de sa filiale (toutes deux ci-après dénommées « la Société ») sont la production et la vente de produits pour l'industrie de l'emballage souple, incluant du film en polyéthylène et des sacs, de même que la métallisation de film pour les industries de l'emballage et de l'agriculture. Les actions ordinaires de la Société Mère sont transigées à la Bourse de croissance TSX sous le symbole « IFX ».

2. Principales méthodes comptables

Les méthodes comptables présentées ci-dessous ont été appliquées de manière uniforme à tous les exercices présentés dans ces états financiers consolidés.

2.1 Mode de présentation et déclaration de conformité

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») en effet au 31 décembre 2017. Les états financiers consolidés ont été approuvés par le conseil d'administration et leur publication a été autorisée le 17 avril 2018.

2.2 Mode de mesure de l'évaluation

Les états financiers consolidés ont été établis selon la comptabilité au coût historique.

2.3 Méthode de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société Mère et de sa filiale entièrement détenue, Imaflex USA Inc. (« Imaflex USA »), ayant toutes deux une date de clôture de l'exercice financier au 31 décembre. Imaflex Inc. est l'ultime société mère de la Société. La Société Mère contrôle une filiale si elle est exposée ou a des droits à des rendements variables en raison de ses liens avec la filiale et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur elle. Tous les soldes et toutes les transactions intersociétés ont été éliminés lors de la consolidation.

Aux 31 décembre 2017 et 2016, les activités de la filiale entièrement détenue de la Société, Imaflex USA, incluaient la fabrication de pellicule de plastique et de produits d'emballage souple. Ses usines de fabrication sont situées en Caroline du Nord, aux États-Unis.

2.4 Monnaie étrangère

La monnaie fonctionnelle est la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel une entité exerce ses activités. Les états financiers de la Société Mère et de sa filiale sont préparés dans leurs monnaies fonctionnelles respectives. Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, qui sont également la monnaie fonctionnelle de la Société Mère et la monnaie de présentation de la Société.

Les actifs et les passifs d'Imaflex USA, filiale étrangère de la Société dont la monnaie fonctionnelle est le dollar américain (\$ÉUA), sont convertis au taux de change en vigueur à la date de l'état consolidé de la situation financière. Les produits et charges sont convertis aux taux de change moyen du mois au cours de l'exercice. Les profits ou les pertes de change découlant de la conversion des états financiers d'Imaflex USA sont comptabilisés comme écarts de change sur les opérations étrangères au poste « Réserves ».

2. Principales méthodes comptables (suite)

2.4 Monnaie étrangère (suite)

Aux fins de la préparation des états financiers individuels des entités, les transactions libellées en monnaie autre que leur monnaie fonctionnelle sont converties au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de fin d'exercice. Les gains et pertes de change qui en résultent sont comptabilisés dans l'état consolidé du résultat global.

Les gains et pertes de change sur un montant de 4 000 000 \$ÉUA des créances monétaires excluant les créances clients de la Société Mère à recevoir de sa filiale étrangère pour laquelle le règlement n'est ni planifié ni probable dans un avenir prévisible est comptabilisé comme constituant une part de l'investissement net dans l'établissement étranger et sont donc comptabilisés dans les écarts de change sur les opérations étrangères dans les réserves. Les écarts de change sur les créances clients et les autres créances monétaires sont comptabilisés dans les « Pertes (gains) sur change » de l'état consolidé du résultat global.

2.5 Comptabilisation des produits

Les produits sont générés presque exclusivement de la vente de biens. Les produits sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, après déduction du montant estimé des retours, rabais et escomptes, et sont comptabilisés lorsque toutes les conditions suivantes sont remplies :

- La Société a transféré à l'acheteur les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens;
- La Société ne continue ni à être impliquée dans la gestion, telle qu'elle incombe normalement au propriétaire, ni à être impliquée dans le contrôle effectif des biens cédés;
- le montant des produits peut être évalué de façon fiable;
- il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à la Société; et
- les coûts engagés ou à être engagés peuvent être évalués de façon fiable.

Les produits sont comptabilisés selon les conditions générales de vente, généralement lorsque les biens sont reçus par les clients externes.

2.6 Impôt sur le résultat

La charge d'impôt est composée de l'impôt différé de même que de l'impôt exigible. L'impôt exigible est calculé sur le bénéfice imposable de l'exercice. Le bénéfice imposable diffère du résultat présenté aux états consolidés du résultat global puisque certains éléments des produits sont imposables ou déductibles au cours de périodes ultérieures ou ne sont jamais imposables ni déductibles. Les passifs d'impôt exigible sont calculés selon les taux d'imposition qui ont été adoptés ou qui sont quasi adoptés à la date de présentation de l'information financière.

L'impôt différé est comptabilisé sur les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et des passifs dans l'état consolidé de la situation financière et leurs bases fiscales. Les passifs d'impôt différé sont généralement comptabilisés pour l'ensemble des différences temporelles déductibles. Les actifs d'impôt différé sont quant à eux comptabilisés pour les différences temporelles dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables futurs seront générés par la Société afin de réaliser la perte fiscale sous-jacente à ces actifs.

2. Principales méthodes comptables (suite)

2.6 Impôt sur le résultat (suite)

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont calculés selon les taux d'imposition adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière et que la Société prévoit être applicables au cours des périodes lorsque l'actif sera réalisé où le passif sera réglé.

Les actifs ou les passifs d'impôt différé sont compensés uniquement lorsque la Société a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs ou les passifs d'impôt exigible, que ceux-ci sont prélevés par la même autorité fiscale et que la Société a l'intention d'opérer compensation lors de la réalisation ou du règlement.

L'impôt exigible et l'impôt différé sont comptabilisés à titre de produit dans les résultats, sauf s'ils concernent des éléments qui sont comptabilisés hors résultats comme dans les autres éléments du résultat global ou directement aux capitaux propres. Dans un tel cas, l'impôt correspondant est également comptabilisé hors résultats.

2.7 Résultat par action

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le résultat dilué par action est calculé en considérant l'effet de dilution qui pourrait être causé par l'exercice ou par la conversion de certains instruments en actions ordinaires.

2.8 Actifs financiers et passifs financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Lors de la comptabilisation initiale, les instruments financiers sont évalués à la juste valeur, ajustée pour tenir compte des coûts de transaction directement imputables à leur acquisition, sauf pour les coûts de transaction directement imputables à l'acquisition d'actifs financiers.

Actifs financiers

Pour déterminer l'évaluation ultérieure des actifs financiers, ils sont, lors de la comptabilisation initiale, classés dans les différentes catégories selon leur nature et leurs objectifs.

La trésorerie de même que les créances clients et autres débiteurs (exception faite des taxes de vente) sont classés comme des prêts et créances. Les prêts et créances sont des actifs non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Après leur comptabilisation initiale, ces actifs sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué de toute perte de valeur. Leur évaluation n'est pas actualisée lorsque l'effet d'actualisation n'est pas significatif.

2. Principales méthodes comptables (suite)

2.8 Actifs financiers et passifs financiers (suite)

Dépréciation des actifs financiers

Les actifs financiers sont soumis à un test de dépréciation au moins à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. Une perte de valeur doit être comptabilisée lorsqu'il existe des indications objectives que les flux monétaires futurs estimés ont été compromis suite à un ou plusieurs événements survenus après la comptabilisation initiale de l'actif financier.

Les créances clients et autres débiteurs qui ont été analysés individuellement et pour lesquels une dépréciation n'a pas été déterminée ont également été soumis collectivement à un test de dépréciation. L'expérience passée de la Société au niveau du recouvrement des créances, une augmentation du nombre de comptes en souffrance de même que des changements dans la conjoncture économique qui sont corrélés à des défauts de paiements peuvent être des indications objectives de dépréciation pour un portefeuille de créances clients.

La valeur comptable pour la majorité des actifs financiers est diminuée directement par la charge de dépréciation. Pour les créances clients, la valeur comptable est diminuée par l'utilisation d'un compte de provision pour créances douteuses. Lorsqu'une créance client est considérée comme étant irrécouvrable, celle-ci est radiée en contrepartie de ce compte de provision. Les recouvrements ultérieurs de montants précédemment radiés sont crédités dans le résultat net. La charge relative à la variation de la valeur comptable de la provision est comptabilisée dans le poste « Charges administratives » à l'état consolidé du résultat global.

Passifs financiers

Les passifs financiers sont évalués ultérieurement au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. L'actualisation est omise lorsque l'effet d'actualisation n'est pas significatif.

La dette bancaire de la Société, les dettes fournisseurs et autres créditeurs (exception faite des avantages aux employés) de même que les emprunts à long terme sont classés dans la catégorie de passifs financiers comptabilisés au coût amorti. Tous les frais relatifs à l'intérêt sont comptabilisés au poste « Charges financières » dans l'état consolidé du résultat global.

La Société décomptabilise des passifs financiers si, et seulement si, les obligations de la Société ont été éteintes, qu'elles ont été annulées ou qu'elles sont échues.

2.9 Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût des stocks, qui inclut le coût des matières premières et la quote-part appropriée des frais généraux de fabrication fixes et variables, est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti, soit la méthode la plus appropriée pour cette catégorie de stocks. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et nécessaires pour réaliser la vente et des frais de vente.

2. Principales méthodes comptables (suite)

2.10 Immobilisations corporelles

Le terrain, l'immeuble, le matériel de fabrication, de bureau et le matériel informatique sont comptabilisés au coût, incluant tout coût directement attribuable au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état pour permettre son exploitation de la manière prévue par la direction, diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

L'amortissement est comptabilisé de manière à déprécier le coût des actifs diminué de leur valeur résiduelle sur la durée d'utilité, tel que présenté ci-dessous, estimée selon le mode linéaire. L'estimation de la durée d'utilité, la valeur résiduelle et les modes d'amortissement sont réévalués et ajustés, si nécessaire, à chaque période de présentation prospectivement.

Actifs	Période
Terrain	Indéfinie
Immeuble	20 ans
Matériel de fabrication	10 à 20 ans
Matériel de bureau	5 ans
Matériel informatique	3 ans

Les améliorations locatives sont amorties selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité estimée (5 ans) ou sur la durée du bail, si celle-ci est inférieure.

Une immobilisation corporelle est décomptabilisée lors de sa cession ou lorsqu'aucun avantage économique futur n'est attendu de son utilisation ou de sa cession. Le profit ou la perte découlant de la décomptabilisation d'une immobilisation incorporelle, calculé comme étant la différence entre le produit net de la cession de l'immobilisation et sa valeur comptable, est comptabilisé au résultat net, dans le compte « Autres » dans l'état consolidé du résultat global.

2.11 Contrats de location

Les contrats de location sont classés comme des contrats de location-financement lorsque le contrat a pour effet de transférer au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété d'un actif. Tous les autres contrats de location sont classés comme des contrats de location simple.

Les actifs détenus en vertu des contrats de location-financement sont initialement comptabilisés à titre d'actifs de la Société, à leur juste valeur déterminée au commencement du contrat de location ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Le passif correspondant à payer au bailleur est inscrit à l'état consolidé de la situation financière comme dette découlant d'un contrat de location-financement. La comptabilisation initiale d'un contrat de location est faite à la date à laquelle la Société est autorisée à exercer son droit d'utilisation de l'actif loué, soit le début de la période de location, qui correspond à la date de réception de l'équipement. Les actifs détenus en vertu de contrats de location-financement sont amortis sur leur durée d'utilité estimée selon la même méthode que les actifs détenus ou sur la durée du contrat de location, si celle-ci est inférieure.

Les paiements au titre de la location sont ventilés entre les charges financières et l'amortissement de la dette découlant du contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt constant sur le solde restant dû au passif. Les charges financières sont comptabilisées directement au résultat net. Les loyers conditionnels sont comptabilisés en charges dans la période au cours de laquelle ils sont engagés.

2. Principales méthodes comptables (suite)

2.11 Contrats de location (suite)

Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charges de façon linéaire pendant toute la durée du contrat de location à moins qu'une autre base systématique soit plus représentative de la façon dont les avantages économiques relatifs au bien loué s'échelonnent dans le temps. Les loyers conditionnels découlant des contrats de location simple sont comptabilisés en charges dans la période au cours de laquelle ils sont engagés.

2.12 Immobilisations incorporelles, excluant l'achalandage

Les relations clients acquises lors d'un regroupement d'entreprises et comptabilisées séparément de l'achalandage sont initialement mesurées à la juste valeur à la date d'acquisition, qui est considérée comme étant leur coût. Ultérieurement, les immobilisations incorporelles acquises lors d'un regroupement d'entreprises sont mesurées au coût moins l'amortissement cumulé et les pertes de valeur cumulées. Le coût des immobilisations incorporelles acquises séparément, tel qu'était le cas pour les brevets, comprend son prix d'achat et tout coût directement attribuable à la préparation de l'actif en vue de son utilisation prévue. Le coût des immobilisations incorporelles générées à l'interne, tel que les brevets développés en interne, comprend tous les coûts directement attribuables dans la phase de développement pour créer, produire et préparer l'immobilisation pour qu'elle puisse être exploitée de la manière prévue.

Les immobilisations incorporelles sont décomptabilisées lors de leur cession ou lorsqu'aucun bénéfice économique futur n'est attendu de leur utilisation ou cession. Les gains ou pertes résultant de la décomptabilisation sont évalués comme la différence entre le prix de cession et la valeur comptable de l'actif et sont comptabilisés au résultat net dans la période où les immobilisations sont cédées. L'amortissement des actifs incorporels, s'il y a lieu, est comptabilisé dans le poste « Charges administratives » dans l'état consolidé du résultat global sur la durée de vie utile de l'actif incorporel. Les relations clients sont amorties sur une base linéaire sur 8 ans et les brevets développés à l'interne sont amortis à partir du moment où ils peuvent être utilisés sur la durée de vie utile du brevet (14 ans).

2.13 Pertes de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles, excluant l'achalandage

À la clôture de chaque période de présentation de l'information financière, ou avant, si des événements ou des changements de circonstances indiquent que ces actifs pourraient avoir subi une dépréciation, la Société revoit la valeur comptable de ses immobilisations corporelles et incorporelles de manière à déterminer s'ils ont subi une perte de valeur. Si de tels indices existent, la valeur recouvrable de l'actif est estimée de manière à déterminer l'ampleur de la perte de valeur, s'il y a lieu. Lorsqu'il n'est pas possible de déterminer la valeur recouvrable d'un actif individuel, la Société estime la valeur recouvrable de chaque unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient.

La valeur recouvrable est le montant le plus élevé entre sa juste valeur marchande diminuée des frais de vente et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs attendus à l'aide d'un taux d'actualisation avant impôts qui reflète les conditions actuelles de marché pour la valeur temps de l'argent ainsi que les risques spécifiques à l'actif qui n'ont pas été reflétés dans la prévision des flux de trésorerie.

Si la valeur recouvrable se trouve à être moindre que la valeur comptable, la valeur comptable est alors diminuée à la valeur recouvrable et la perte de valeur est comptabilisée directement dans le résultat net.

2. Principales méthodes comptables (suite)

2.13 Pertes de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles, excluant l'achalandage (suite)

Lorsqu'il y a une reprise de perte de valeur, la valeur comptable de l'actif est augmentée à la valeur recouvrable révisée, mais de sorte que la valeur comptable après la reprise de valeur ne soit pas plus élevée que la valeur comptable qui aurait été comptabilisée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée dans les exercices précédents. La reprise de valeur est comptabilisée immédiatement dans le résultat net.

2.14 Achalandage

L'achalandage découlant de l'acquisition d'une entreprise est comptabilisé au coût établi à la date d'acquisition de l'entreprise, diminué du cumul des pertes de valeur, s'il y a lieu.

Pour les besoins des tests de dépréciation, l'achalandage est affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie de la Société (ou à chacun des groupes d'unités génératrices de trésorerie) qui devraient bénéficier des synergies du regroupement.

Les unités génératrices de trésorerie auxquelles a été affecté l'achalandage sont soumises à un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment s'il y a une indication que l'unité pourrait avoir subi une perte de valeur. Si la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie est inférieure à sa valeur comptable, la perte de valeur est d'abord portée en réduction de la valeur comptable de tout achalandage affecté à l'unité et est par la suite imputée aux autres actifs de l'unité au prorata de la valeur comptable de chacun des actifs compris dans l'unité. Toute perte de valeur concernant l'achalandage est comptabilisée directement au résultat net. Une perte de valeur comptabilisée pour l'achalandage n'est pas reprise dans des périodes ultérieures.

2.15 Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque des obligations actuelles, juridiques ou implicites, résultant d'un événement passé, se traduiront probablement par un règlement, et lorsque les montants en cause peuvent être estimés de manière fiable. Le montant comptabilisé à titre de provision correspond à la meilleure estimation de la contrepartie nécessaire pour régler l'obligation actuelle en se basant sur les éléments probants les plus fiables disponibles à la date de présentation de l'information financière. Cette estimation considère les risques et les incertitudes relatifs à l'obligation.

2.16 Paiements fondés sur des actions

La Société utilise des paiements fondés sur des actions devant être réglés en instruments de capitaux propres pour ses employés et des consultants. Les paiements fondés sur des actions devant être réglés en instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur des services reçus à la date d'octroi indirectement en référence à la juste valeur de l'instrument de capitaux propres en utilisant le modèle d'évaluation d'options Black-Scholes.

La juste valeur des paiements fondés sur des actions, devant être réglés en instruments de capitaux propres, déterminée à la date d'octroi, est comptabilisée en charges au cours de la période d'acquisition en contrepartie d'une augmentation correspondante au poste « Réserves ».

Notes aux états financiers annuels consolidés

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2017 et 2016

2. Principales méthodes comptables (suite)

2.17 Le capital-actions et les réserves

Le capital-actions représente le montant reçu lors de l'émission des actions, net des coûts de transaction. La contrepartie reçue de l'émission d'unités composées d'actions et de bons de souscription est allouée selon la juste valeur relative des instruments en question. La juste valeur des actions est basée sur leur cours boursier en date de l'émission et celle des bons de souscription est calculée en utilisant le modèle d'évaluation d'options Black-Scholes.

Le poste Réserves incluent les éléments suivants :

- Paiements fondés sur des actions (voir 2.16)
- Le cumul des écarts de change sur les opérations étrangères (voir 2.4)
- Les bons de souscription – incluent la valeur des bons de souscription en circulation et échus

Lorsque les bons de souscription et les options d'achat d'actions sont exercés, la contrepartie reçue est créditée au capital-actions.

3. Modifications futures de normes comptables

Certaines nouvelles normes de même que des modifications et améliorations à des normes existantes ont été publiées par le International Accounting Standards Board (« IASB ») mais ne sont pas encore en vigueur et n'ont pas été appliquées par anticipation par la Société. La direction estime que toutes les normes pertinentes seront mises en vigueur à compter de la première date de présentation suivant la date de mise en vigueur.

L'information sur les nouvelles normes de même que les modifications et les améliorations aux normes existantes qui pourraient avoir un impact sur les états financiers consolidés de la Société se détaillent comme suit :

Produits des activités ordinaires issus de contrats clients

IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients a été publié en mai 2014 visant à remplacer IAS 18 – Produits des activités ordinaires et IAS 11 – Contrats de construction ainsi que certaines interprétations relatives aux produits. La Société appliquera cette nouvelle norme au premier trimestre de l'exercice 2018. IFRS 15 établit un nouveau modèle de constatation des produits se fondant sur le contrôle et basé sur le transfert des biens, les obligations de prestation de services aux clients à un moment donné ou sur une période, fournit de nouvelles directives plus détaillées sur des sujet spécifiques et donne de nouvelles obligations plus détaillées sur l'information à fournir sur la constatation de produits. La direction a complété son évaluation de l'impact de cette norme sur ses états financiers consolidés et a conclu que l'adoption de cette norme n'aura pas d'incidence matérielle sur ses états financiers consolidés. La direction a choisi d'appliquer la méthode rétrospective modifiée et, par conséquent, l'information comparative pour les exercices 2016 et 2017 ne sera pas retraitée pour être conforme aux exigences de IFRS 15. Dans le futur, aucun impact important n'est prévu sur les états financiers consolidés.

Instruments financiers

L'IASB a publié IFRS 9 - Instruments financiers en juillet 2014, représentant l'aboutissement de son projet visant à remplacer l'IAS 39, Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation. Cette norme inclut un modèle révisé pour la classification et l'évaluation des actifs et passifs financiers, un modèle unique de dépréciation fondé sur les « pertes attendues » et une approche réformée de la comptabilité de couverture. La Société appliquera cette nouvelle norme au premier trimestre de l'exercice 2018. L'impact de cette norme sur les états financiers consolidés de la Société pour les exercices 2016 et 2017 n'est pas importante et la direction ne prévoit pas retraiter l'information financière de ces exercices à l'adoption de IFRS 9.

3. Modifications futures de normes comptables (suite)

Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16 – Contrats de location, visant à remplacer IAS 17, Contrats de location et les interprétations qui s'y rapportent. Cette norme élimine la distinction entre un contrat de location-financement et la location simple et requière la comptabilisation d'un actif lié au droit d'utilisation et d'une obligation locative à l'état de la situation financière pour tous les contrats de location, à l'exception des contrats de 12 mois ou moins et des actifs de faible valeur. De plus, cette norme modifie la définition d'un contrat, établit des obligations sur comment comptabiliser l'actif et le passif, incluant des éléments plus complexes comme les éléments ne faisant pas partis du contrat de location, les paiements variables et les périodes d'options, change la comptabilisation des ententes de vente et de cessions-bails, mais maintient les méthodes de l'IAS 17 en ce qui a trait à la comptabilisation pour le bailleur et présente des obligations d'information additionnelles. L'IFRS 16 est effectif pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019 avec l'adoption anticipée permise dans certaines circonstances. L'application de cette nouvelle norme exigera que la Société change la méthode utilisée pour comptabiliser les contrats de location simple et la direction continue d'évaluer l'impact de cette norme sur ses états financiers consolidés.

4. Jugements comptables critiques et sources majeures d'incertitude relative aux estimations

La préparation des états financiers consolidés conformément aux IFRS et l'application des principales méthodes comptables de la Société décrites à la note 2 exigent que la direction pose un certain nombre de jugements, d'estimations et d'hypothèses quant à la valeur comptable de certains actifs et passifs, lorsque celle-ci n'est pas évidente. Les estimations et hypothèses sont basées sur l'expérience passée et sur d'autres facteurs jugés pertinents. Les résultats réels pourraient toutefois différer de ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées continuellement. Les révisions des estimations comptables sont comptabilisées au cours de la période de la révision, si la révision n'affecte que cette période, ou au cours de la période de révision et des périodes futures, si celles-ci sont également concernées par les révisions.

4.1 Jugements critiques posés dans le cadre de l'application des méthodes comptables

L'analyse qui suit présente les jugements critiques, à l'exclusion de ceux qui impliquent des estimations, posés par la direction lors de l'application des méthodes comptables de la Société et qui ont une incidence plus importante sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés.

Unité génératrice de trésorerie

La direction n'a identifié qu'une seule unité génératrice de trésorerie pour la Société. Les revenus des divers produits et usines de production de la Société sont générés par une seule force de vente dont l'habileté à vendre l'ensemble de la gamme de produits de la Société influence le niveau de ventes pour chaque ligne de produits. La direction a déterminé que les flux de trésorerie des établissements de la Société sont intimement liés et non indépendants.

4.2 Sources principales d'incertitude relative aux estimations

Ci-après figurent les principales sources d'incertitude relatives aux estimations à la fin de la période de présentation de l'information financière, qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et des passifs au cours de l'exercice suivant.

4. Jugements comptables critiques et sources majeures d'incertitude relative aux estimations (suite)

4.2 Sources principales d'incertitude relative aux estimations (suite)

Provisions pour créances douteuses

La Société analyse ses créances clients sur une base individuelle et sur une base collective. Toute provision comptabilisée sur ces actifs est basée sur l'historique de la Société et sur la meilleure estimation de la direction quant à la possibilité de recouvrement de ces créances clients.

Durée d'utilité des actifs amortissables

La Société réévalue la durée d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles, exception faite de l'achalandage, à chaque date de présentation de l'information financière afin de s'assurer que la méthode d'amortissement utilisée est adéquate.

Dépréciation des actifs à long-terme

Si nécessaire, la Société effectue un test de dépréciation de ses actifs à long-terme en comparant leur valeur comptable à leur valeur recouvrable, soit le montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des frais de vente et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée grâce à une analyse de flux de trésorerie actualisés et requiert donc que la direction pose des hypothèses quant aux flux de trésorerie futurs et aux taux d'actualisation. La direction utilise également son jugement afin de déterminer si des indices pourraient indiquer que les actifs aient pu se déprécier.

Impôt sur le résultat

La direction doit établir des estimations lorsqu'elle détermine les taux d'imposition et les montants d'impôt différé, et ce, tout en considérant le moment et la probabilité de réalisation. L'impôt réel peut différer de manière significative de ces estimations suite à des événements futurs, des changements au niveau de la législation fiscale ou des résultats de vérifications des autorités fiscales et oppositions liées. Le dénouement de ces incertitudes et les montants des impôts à payer liés pourraient occasionner des ajustements aux actifs et passifs des impôts exigible et différé de la Société.

Bons de souscription et paiements à base d'actions

La Société émet des instruments de capitaux propres, composés d'options d'achat d'actions ordinaires de même que d'actions ordinaires et de bons de souscription (unités). La Société utilise le modèle d'évaluation Black & Scholes pour calculer la valeur de ces instruments ou pour déterminer le montant de la contrepartie reçue à allouer à chaque type d'instrument. Ces méthodes exigent d'établir des estimations basées sur des données d'entrée fondées sur le marché.

5. Information sectorielle

La Société exerce ses activités dans un seul secteur et se spécialise dans le développement, la fabrication et la vente de matériaux pour l'emballage souple, sous forme de pellicule ou de sacs, pour besoins divers.

5.1 Produits par secteur géographique

Les produits des activités ordinaires de la Société par zone géographique des marchés ciblés se détaillent comme suit :

	Exercices terminés les	
	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Canada	29 709 160 \$	27 387 025 \$
États-Unis	58 375 728	45 954 583
Autres	211 795	171 816
Total	88 296 683 \$	73 513 424 \$

Notes aux états financiers annuels consolidés
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2017 et 2016

5. Information sectorielle (suite)

5.2 Immobilisations corporelles et incorporelles par zone géographique

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Canada	7 909 095 \$	6 889 509 \$
États-Unis	12 078 035	13 381 376
Total	19 987 130 \$	20 270 885 \$

6. Information supplémentaire sur l'état consolidé du résultat global

Le poste « Coût des ventes » aux états consolidés du résultat global de la Société inclut l'amortissement du matériel de fabrication pour un montant de 1 773 921 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017 (1 771 631 \$ en 2016). Le poste « Charges administratives » inclut l'amortissement des immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles excluant le matériel de fabrication pour un montant de 317 492 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017 (229 274 \$ en 2016).

Le poste « Coût des ventes » aux états consolidés du résultat global de la Société inclut des salaires payés à ses employés pour un montant de 9 414 435 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017 (8 952 979 \$ en 2016). Le poste « Charges administratives » inclut des salaires payés aux employés pour un montant de 1 746 402 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017 (1 569 759 \$ en 2016) et le poste « Charges de ventes » inclut des salaires payés aux employés de 470 505 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017 (418 638 \$ en 2016).

7. Avantages aux employés

La Société cotise aux régimes de retraite gérés par le gouvernement, à l'assurance emploi, à l'assurance groupe et au « Social Security ». Les coûts engagés par la Société pour les programmes susmentionnés ont été de 2 576 398 \$ au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2017 (2 535 708 \$ en 2016). Ces paiements sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont engagés et la Société ne comptabilise aucun profit ou perte relativement à ces paiements.

La Société offre également un régime de retraite à cotisations déterminées à ses employés situés en Caroline du Nord, États-Unis. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, la Société a contribué 31 582 \$ à ce régime (33 112 \$ en 2016).

8. Charges financières

	Exercices terminés les	
	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Intérêts sur la dette bancaire et sur les emprunts à long terme	540 488 \$	526 994 \$
Intérêts sur les obligations en vertu de contrats de location-financement	31 939	21 946
	572 427 \$	548 940 \$

Notes aux états financiers annuels consolidés
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2017 et 2016

9. Impôt sur le résultat

9.1 Charge d'impôt sur le résultat

	Exercices terminés les	
	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Charge d'impôt sur le résultat :		
Charge d'impôt exigible	1 267 169 \$	583 107 \$
Charge d'impôt différé liée à la naissance et au renversement de différences temporelles	119 293	5 900
Charge d'impôt sur le résultat	1 386 462 \$	589 007 \$

9.2 Rapprochement de la charge d'impôt au taux d'imposition prévu par loi

	Exercices terminés les	
	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Résultat avant impôt	5 148 802 \$	997 074 \$
Charge d'impôt calculée à 26,8%	1 379 879	268 213
Écarts permanents	80 127	129 370
Incidence des pertes fiscales non-comptabilisées de Imaflex USA	-	499 205
Incidence des différences dans les taux d'imposition pour les filiales étrangères	(9 447)	(154 882)
Autres	(64 097)	(152 899)
Charge d'impôt sur le résultat	1 386 462 \$	589 007 \$

Le taux d'imposition utilisé pour le rapprochement ci-dessus est de 26,8% en 2017 et de 26,9% en 2016, soit le taux applicable sur les bénéfices imposables des sociétés par actions assujetties aux lois fiscales de la province de Québec, Canada.

Notes aux états financiers annuels consolidés
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2017 et 2016

9. Impôt sur le résultat (suite)

9.3 Soldes d'impôt différé

	Solde à l'ouverture	Comptabilisé au résultat net	Solde de clôture
2017			
Actifs			
Pertes autres qu'en capital	2 422 003 \$	(1 204 717) \$	1 217 286 \$
Avances	36 489	14 814	51 303
Stocks	207 646	(96 267)	111 379
Autres actifs	273 221	(140 321)	132 900
	2 939 359	(1 426 491)	1 512 868
Passifs			
Contrats de location-financement	-	(71 785)	(71 785)
Immobilisations corporelles	(4 217 393)	1 372 038	(2 845 355)
Crédits d'impôts à l'investissement	(13 459)	6 945	(6 514)
	(4 230 852)	1 307 198	(2 923 654)
Passifs d'impôt différé	(1 291 493) \$	(119 293) \$	(1 410 786) \$

	Solde à l'ouverture	Comptabilisé au résultat net	Solde de clôture
2016			
Actifs			
Pertes autres qu'en capital	3 325 043 \$	(903 040) \$	2 422 003 \$
Avances	-	36 489	36 489
Stocks	234 899	(27 253)	207 646
Autres actifs	261 192	12 029	273 221
	3 821 134	(881 775)	2 939 359
Passifs			
Avances	(87 926)	87 926	-
Immobilisations corporelles	(5 016 111)	798 718	(4 217 393)
Crédits d'impôts à l'investissement	(2 690)	(10 769)	(13 459)
	(5 106 727)	875 875	(4 230 852)
Passifs d'impôt différé	(1 285 593) \$	(5 900) \$	(1 291 493) \$

Notes aux états financiers annuels consolidés
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2017 et 2016

9. Impôt sur le résultat (suite)

9.4 Actifs d'impôt différé non comptabilisés

La filiale de la Société, Imaflex USA, a cumulé des pertes autres qu'en capital pour un montant de 23 366 963 \$ en 2017 et 25 975 542 \$ en 2016, dont les avantages (4 157 115 \$ en 2017 et 7 708 458 \$ en 2016) n'ont pas été comptabilisés. Ces pertes, qui peuvent être reportées en avant en vue de réduire le bénéfice imposable futur, viennent à échéance comme suit :

Date d'expiration	31 décembre 2017	31 décembre 2016
2025	- \$	99 098 \$
2026	803 890	1 837 014
2027	932 408	997 963
2028	2 172 071	2 324 783
2029	2 548 797	2 727 994
2030	4 233 862	4 531 532
2031	2 096 673	2 244 084
2032	2 904 447	3 108 650
2033	2 894 894	3 098 425
2034	2 558 608	2 738 496
2035	1 404 350	1 503 086
2036	816 963	764 417
2037	-	-
	23 366 963 \$	25 975 542 \$

10. Résultat par action

	Exercices terminés les	
	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Résultat net aux fins du calcul du résultat par action de base et dilué	3 762 340 \$	408 067 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	49 740 007	49 697 653
Effet dilutif des paiements fondés sur des actions	1 283 349	26 782
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation	51 023 356	49 724 435
Résultat net par action ordinaire de base	0,076 \$	0,008 \$
Résultat net par action ordinaire dilué	0,074 \$	0,008 \$

Un montant de 200 000 options en circulation au 31 décembre 2017 n'ont pas été incluses dans le calcul du bénéfice par action parce qu'elles avaient un effet antidilutif (2 450 000 options en 2016).

Notes aux états financiers annuels consolidés
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2017 et 2016

11. Créances clients et autres débiteurs

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Créances clients	13 164 807 \$	11 619 093 \$
Provision pour créances douteuses	(1 125 559)	(757 497)
	12 039 248	10 861 596
Autres débiteurs	344 753	497 056
Total des créances clients et autres débiteurs	12 384 001 \$	11 358 652 \$

Variation de la provision pour créances douteuses

	Exercices terminés les	
	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Solde à l'ouverture	(757 497) \$	(872 548) \$
Diminution de la provision pour créances douteuses	50 000	43 291
Comptes radiés au cours de la période	-	325 535
Perte de valeur et ajustements comptabilisés sur créances clients	(445 468)	(264 502)
Écarts de change sur conversion	27 406	10 727
Solde à la clôture	(1 125 559) \$	(757 497) \$

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie ne règle pas une obligation envers la Société. L'exposition maximale de la Société au risque de crédit est limitée à la valeur comptable de l'actif financier, net de toute provision pour perte comptabilisée dans les états de la situation financière consolidés de la Société.

Gestion du risque de crédit

Le risque de crédit associé à la trésorerie est atténué par le fait que les actifs financiers sont déposés dans des institutions financières américaines et canadiennes importantes ayant obtenu une notation de qualité et étant considérées comme étant des contreparties fiables. La Société a en place un processus continu de revue et d'évaluation du risque de crédit lié à la trésorerie.

Pour les créances clients, la Société utilise les services d'experts externes en crédit afin d'évaluer la qualité de crédit de clients potentiels et de déterminer les limites de crédit qui leur seront accordées et utilise l'assurance-crédit pour diminuer son risque de crédit. Au 31 décembre 2017, un montant de 5 967 129 \$ est assuré (5 448 146 \$ au 31 décembre 2016). La direction de la Société considère que toutes les créances clients qui n'ont pas été provisionnées ou qui ne sont pas en souffrance à chaque date de présentation de l'information financière sont de bonne qualité de crédit.

Créances clients en souffrance mais non provisionnées

Les créances clients présentées ci-dessus incluent des montants en souffrance à la fin de l'exercice qui ne sont pas provisionnés par la Société. Compte tenu des plans de remboursements établis avec ces clients, la Société a été en mesure de conclure que ces montants étaient recouvrables. Lorsque la Société prévoit une augmentation du risque de crédit, des ententes de compensation sont signées afin de pouvoir régler sur une base nette les dettes de la Société dues aux mêmes clients. Au 31 décembre 2017, un montant total de 2 678 325 \$ représentait des créances clients en souffrance qui n'étaient pas provisionnées (2 125 111 \$ au 31 décembre 2016). De ce montant, des créances clients pour un montant de 1 153 820 \$ étaient âgées de plus de 90 jours (564 318 \$ au 31 décembre 2016).

Notes aux états financiers annuels consolidés
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2017 et 2016

11. Créances clients et autres débiteurs (suite)

Ventilation chronologique du total des créances clients et des autres débiteurs

	Exercices terminés les	
	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Courant	4 171 720 \$	5 515 051 \$
31 à 60 jours	5 527 510	3 706 785
61 à 90 jours	1 524 504	1 560 793
Plus de 90 jours	1 160 267	576 023
Total	12 384 001 \$	11 358 652 \$

12. Stocks

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Matières premières et fournitures	6 851 440 \$	5 983 381 \$
Produits finis	4 212 889	2 770 444
Travaux en cours	1 012 135	1 320 746
Total	12 076 464 \$	10 074 571 \$

Au cours de l'exercice, un montant total de 68 458 873 \$ (62 053 092 \$ en 2016) de stocks a été comptabilisé en charges à l'état consolidé du résultat global. Aucune perte de valeur de stock n'a été comptabilisée au cours des exercices terminés les 31 décembre 2017 et 2016.

13. Immobilisations corporelles

	Terrain	Immeuble	Matériel de fabrication	Améliorations locatives	Matériel de bureau	Matériel informatique	Matériel loué en vertu de contrats de location-financement	Total
Coût								
1 ^{er} janvier 2016	- \$	- \$	46 856 982 \$	2 130 248 \$	46 422 \$	506 861 \$	1 027 653 \$	50 568 166 \$
Acquisitions	22 649	112 975	1 193 306	113 286	-	5 030	75 064	1 522 310
Écarts de change	371	1 852	(594 068)	(26 513)	(576)	(1 163)	(22 771)	(642 868)
31 décembre 2016	23 020	114 827	47 456 220	2 217 021	45 846	510 728	1 079 946	51 447 608
Acquisitions	-	-	2 013 853	330 130	-	6 090	309 989	2 660 062
Radiation	-	-	(28 780)	-	-	-	-	(28 780)
Écarts de change	(1 512)	(7 543)	(1 354 132)	(64 811)	(1 231)	(2 483)	(61 416)	(1 493 128)
31 décembre 2017	21 508 \$	107 284 \$	48 087 161 \$	2 482 340 \$	44 615 \$	514 335 \$	1 328 519 \$	52 585 762 \$

Notes aux états financiers annuels consolidés
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2017 et 2016

13. Immobilisations corporelles (suite)

	Terrain	Immeuble	Matériel de fabrication	Améliorations locatives	Matériel de bureau	Matériel informatique	Matériel loué en vertu de contrats de location-financement	Total
Amortissement cumulé								
1 ^{er} janvier 2016	-	-	\$ (28 520 345)	\$ (1 764 703)	\$ (46 422)	\$ (420 884)	\$ (214 595)	\$ (30 966 949)
Amortissement	-	(2 950)	(1 607 450)	(219 594)	-	(37 893)	(63 089)	(1 930 976)
Écarts de change	-	(73)	219 062	13 845	576	593	2 022	236 025
31 décembre 2016	-	(3 023)	(29 908 733)	(1 970 452)	(45 846)	(458 184)	(275 662)	(32 661 900)
Amortissement	-	(5 842)	(1 678 450)	(184 801)	-	(36 142)	(88 217)	(1 993 452)
Radiation	-	-	5 925	-	-	-	-	5 925
Écarts de change	-	394	589 827	48 955	1 231	1 993	12 838	655 238
31 décembre 2017	-	(8 471)	\$ (30 991 431)	\$ (2 106 298)	\$ (44 615)	\$ (492 333)	\$ (351 041)	\$ (33 994 189)
Valeur nette								
31 décembre 2016	23 020 \$	111 804 \$	17 547 487 \$	246 569 \$	- \$	52 544 \$	804 284 \$	18 785 708 \$
31 décembre 2017	21 508 \$	98 813 \$	17 095 730 \$	376 042 \$	- \$	22 002 \$	977 478 \$	18 591 573 \$

Une partie du matériel de fabrication d'une valeur comptable approximative de 17 700 000 \$ (environ 17 700 000 \$ au 31 décembre 2016) a été donnée en nantissement de la facilité de crédit et des emprunts à long terme de la Société.

14. Immobilisations incorporelles

	Achalandage	Relations clients	Brevets	Total
1er janvier 2016	519 631 \$	216 250 \$	748 489 \$	1 484 370 \$
Acquisitions	-	-	93 345	93 345
Amortissement	-	(49 703)	(20 226)	(69 929)
Écarts de change	(15 507)	(7 102)	-	(22 609)
31 décembre 2016	504 124	159 445	821 608	1 485 177
Acquisitions	-	-	50 301	50 301
Amortissement	-	(48 674)	(49 287)	(97 961)
Écarts de change	(33 115)	(8 845)	-	(41 960)
31 décembre 2017	471 009 \$	101 926 \$	822 622 \$	1 395 557 \$

15. Dettes fournisseurs et autres créditeurs

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Dettes fournisseurs	5 604 791 \$	7 086 001 \$
Autres créditeurs et charges courues	2 097 391	1 663 000
	7 702 182 \$	8 749 001 \$

Notes aux états financiers annuels consolidés
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2017 et 2016

16. Facilités de crédit

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Dette bancaire (a)	5 827 182 \$	5 052 270 \$
Emprunts à long terme		
Emprunt, portant intérêt au taux de base du prêteur moins 0,50 % (taux effectif de 4,80 % au 31 décembre 2017 et de 4,20 % au 31 décembre 2016), garanti par du matériel de fabrication ayant une valeur nette d'environ 7 000 000 \$. (b)	2 433 000	2 920 000
Emprunt, portant intérêt au taux de base du prêteur plus 0,67 % (taux effectif de 5,97 % au 31 décembre 2017), garanti par le même matériel de fabrication que ci-dessus. (c)	250 000	-
Emprunt (1 325 123 \$ÉUA , 1 909 437 \$ÉUA au 31 décembre 2016) portant intérêt au taux de base ÉUA, révisé mensuellement, majoré de 3,00% (taux effectif de 7,50% au 31 décembre 2017, 6,75% au 31 décembre 2016), garanti par du matériel de fabrication ayant une valeur nette d'environ 10 700 000 \$ et une garantie corporative de la Société Mère (d).	1 662 367	2 563 801
Total des emprunts à long terme	4 345 367	5 483 801
Obligations en vertu de contrats de location-financement (Note 17)	475 062	392 714
Total des facilités de crédit	10 647 611	10 928 785
Portion courante		
Dette bancaire	5 827 182	5 052 270
Emprunts à long terme, portion courante	1 250 481	1 355 760
Obligations en vertu de contrats de location-financement	194 684	170 740
	7 272 347	6 578 770
Portion non-courante		
Emprunts à long terme	3 094 886	4 128 041
Obligations en vertu de contrats de location-financement	280 378	221 974
	3 375 264	4 350 015
Total des facilités de crédit	10 647 611 \$	10 928 785 \$

Les intérêts sur les emprunts totalisent 279 452 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017 (297 356 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016).

- (a) La Société dispose d'une facilité de crédit opérationnelle d'un maximum de 12 000 000\$ et portant intérêt au taux préférentiel majoré de 0,75% au 31 décembre 2017 (0,90% au 31 décembre 2016) pour un taux effectif de 3,95% au 31 décembre 2017 (3,60% au 31 décembre 2016). Cette facilité de crédit est garantie par les créances clients et les stocks. Elle peut être révisée périodiquement par la banque et est payable à vue. La facilité de crédit est assujettie à des clauses restrictives en matière de fonds de roulement, de dette/capitalisation et d'un RAIIA minimum (tels que définies dans l'entente bancaire), qui étaient toutes respectées au 31 décembre 2017 et 2016 et au courant des exercices terminés le 31 décembre 2017 et 2016. Au 31 décembre 2017, la Société avait prélevé un montant de 5 827 182 \$ (5 052 270 \$ au 31 décembre 2016) sur cette facilité de crédit.

Notes aux états financiers annuels consolidés
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2017 et 2016

16. Facilités de crédit (suite)

- (b) Au cours de l'exercice clôturé le 31 décembre 2016, la Société a refinancé cette obtenant 961 510 \$ de fonds supplémentaires afin de renflouer le fonds de roulement. Cette dette est remboursable en paiements mensuels de 40 550 \$ jusqu'en novembre 2022. Suite au refinancement, le taux d'intérêt applicable au prêt a diminué d'une prime de 0,375% sur le taux de base du prêteur à une diminution de 0,5% sur le taux de base du prêteur (un taux effectif de 4,80% au 31 décembre 2017 et de 4,20% au 31 décembre 2016).
- (c) Au cours de l'exercice clôturé le 31 décembre 2017, la Société a conclu un financement de 250 000 \$ pour financer l'achat d'équipement. Ce prêt est remboursable par un paiement de 3 630 \$ en mai 2019 suivi par 71 paiements mensuels de 3 470 \$ jusqu'en avril 2025 et porte intérêt à une prime de 0,67 % sur le taux de base du prêteur pour un taux effectif de 5,97 % au 31 décembre 2017. Ce prêt est garanti par le même matériel de fabrication que le prêt détaillé en (b).
- (d) Cette entente de crédit est remboursable en 20 paiements trimestriels égaux s'échelonnant jusqu'en janvier 2020 et porte intérêt à un taux de 3,00 % sur le taux de base ÉUA pour un taux effectif de 7,50% au 31 décembre 2017 (6,75% au 31 décembre 2016). Ce prêt a été comptabilisé selon la méthode du taux d'intérêt effectif, au net des coûts directement attribuables à la transaction. Ce prêt est sujet à des clauses restrictives qui étaient respectées au 31 décembre 2017 et 2016.

Les remboursements totaux des emprunts à long terme s'échelonnent ainsi :

Au plus tard 1 an	1 260 113	\$
Plus de 1 an et au plus tard 5 ans	2 974 894	
Plus de 5 ans	97 160	
	4 332 167	\$

17. Obligations aux termes de contrats de location-financement

La Société a financé certains actifs au moyen de contrats de location-financement. Les paiements relatifs à ces contrats s'échelonnent comme suit:

Au plus tard 1 an	217 426	\$
Plus de 1 an et au plus tard 5 ans	309 618	
Plus de 5 ans	-	
Total des paiements minimaux exigibles	527 044	
Moins charges financières représentant environ 6,1%	(51 982)	
Valeur actualisée des paiements minimaux exigibles	475 062	
Moins la portion à long terme	(280 378)	
Tranche à court terme des obligations en vertu de contrats de location-financement	194 684	\$

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2017, la Société a acquis de l'équipement de production d'une valeur de 309 989 \$ (75 064 \$ en 2016) en concluant un contrat de location-financement pour le même montant.

Notes aux états financiers annuels consolidés

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2017 et 2016

18. Capital-actions

Le capital-actions autorisé de la Société est composé d'un nombre illimité d'actions ordinaires, avec droit de vote, participatives et sans valeur nominale. Au 31 décembre 2017, il y avait 49 863 637 actions ordinaires émises et en circulation (49 738 637 au 31 décembre 2016).

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2017, la Société a émis 125 000 actions ordinaires pour un produit brut de 50 000 \$ suite à l'exercice de bons de souscription émis en 2016. Au 31 décembre 2017, il n'y avait pas de bon de souscription en circulation.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2016, la Société a émis 100 000 actions ordinaires pour un produit brut de 12 500 \$ suite à l'exercice de bons de souscription émis en 2012. Au 31 décembre 2016, il n'y avait pas de bon de souscription en circulation.

19. Paiement fondé sur des actions

Conformément au Régime d'options d'achat d'actions (ci-après le « régime ») de la Société, 4 973 860 actions ordinaires sont réservées aux fins des options d'achat d'actions. Selon les modalités du régime, la durée des options doit être fixée par le conseil d'administration et celles-ci peuvent être attribuées aux dirigeants et aux employés de la Société et de sa filiale. Les options sont attribuées à un prix d'exercice qui ne peut être inférieur à la juste valeur des actions de la Société à la date d'attribution. Les options peuvent être exercées pendant une période maximale de cinq ans et le prix d'exercice doit être réglé en totalité au moment de l'exercice.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2017, la Société a émis 50 000 options d'achat d'actions à un employé permettant au détenteur d'acquérir une action ordinaire à un prix de 1,03 \$ pour une période de 5 ans. Ces options sont acquises en quatre groupes sur une période de 18 mois, le premier étant acquis immédiatement à l'émission et les droits des autres groupes s'acquièrent à chaque six mois suivants. Les réserves ont été augmentées de 19 625 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, la dépense pour paiements fondés sur des actions pour cette émission.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2017, la Société a émis 150 000 options d'achat d'actions à un employé permettant au détenteur d'acquérir une action ordinaire à un prix de 1,11 \$ pour une période de 5 ans. Ces options sont acquises en quatre groupes sur une période de 18 mois, le premier étant acquis immédiatement à l'émission et les droits des autres groupes s'acquièrent à chaque six mois suivants. Les réserves ont été augmentées de 8 386 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, représentant la dépense pour paiements fondés sur des actions pour cette émission.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2016, la Société a émis 1 300 000 options d'achat d'actions à un employé et deux consultants permettant au détenteur d'acquérir une action ordinaire à un prix de 0,40 \$ pour une période de 5 ans. Ces options sont acquises en quatre groupes sur une période de deux ans, le premier étant acquis six mois après l'émission et les droits des autres groupes s'acquièrent à chaque six mois suivants. Les réserves ont été augmentées de 110 958 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017 et de 142 080 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016, représentant la dépense pour paiements fondés sur des actions pour cette émission.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2016, la Société a également émis 500 000 options d'achat d'actions à un employé permettant au détenteur d'acquérir une action ordinaire à un prix de 0,42 \$ pour une période de 5 ans. Ces options sont acquises en quatre groupes sur une période de 18 mois, le premier étant acquis immédiatement à l'émission et les droits des autres groupes s'acquièrent à chaque six mois suivants. Les réserves ont été augmentées de 44 169 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017 et de 56 691 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016, représentant la dépense pour paiements fondés sur des actions pour cette émission.

Notes aux états financiers annuels consolidés
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2017 et 2016

19. Paiement fondé sur des actions (suite)

La dépense pour paiements fondés sur des actions relative à des émissions de l'exercice 2015 a totalisé 12 569 \$ pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2017 et de 82 525 \$ pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2016.

L'information sur les hypothèses pour déterminer la juste valeur des options en circulation ainsi que leurs caractéristiques sont les suivantes:

Hypothèses de juste valeur	29/11/2017	22/06/2017	06/09/2016	21/06/2016	16/06/2015	Total
En circulation au 01/01/2016	-	-	-	-	650 000	650 000
Émises	-	-	500 000	1 300 000	-	1 800 000
Expirées	-	-	-	-	-	-
En circulation au 31/12/2016	-	-	500 000	1 300 000	650 000	2 450 000
Exercées	-	-	-	(125 000)	-	(125 000)
Émises	150 000	50 000	-	-	-	200 000
En circulation au 31/12/2017	150 000	50 000	500 000	1 175 000	650 000	2 525 000
Pouvant être exercées au 31/12/2016	-	-	125 000	325 000	487 500	937 500
Pouvant être exercées au 31/12/2017	37 500	25 000	375 000	850 000	650 000	1 937 500
Durée de vie résiduelle (années)	4,92	4,48	3,69	3,48	2,46	
Durée de vie attendue (années)	2,5 - 3,25	2,5 - 3,25	2,5 - 3,25	2,75 - 3,5	2,75 - 3,5	
Échéance	29/11/2022	22/06/2022	06/09/2021	21/06/2021	15/06/2020	
Facteur de volatilité	79,13% - 80,17%	80,01% - 83,03%	76,59% - 79,60%	75,95% - 82,15%	83,19% - 98,85%	
Taux de dividende	0%	0%	0%	0%	0%	
Taux d'intérêt sans risque	1,62%	1,15%	0,51%	0,50%	0,55% - 0,65%	
Prix d'exercice	1,11 \$	1,03 \$	0,42 \$	0,40 \$	0,52 \$	
Cours de l'action à la date d'attribution	1,11 \$	1,03 \$	0,42 \$	0,40 \$	0,52 \$	
Valeur marchande des options à la date d'attribution	0,57 \$	0,53 \$	0,21 \$	0,21 \$	0,30 \$	

Le facteur de volatilité a été calculé en utilisant la moyenne des variations des cours boursiers de clôture des actions de la Société à la bourse du TSX sur la durée de vie attendue des options.

20. Transactions sans effet de trésorerie

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2017, la Société a acquis de l'équipement de production d'une valeur de 263 950 \$ et de l'équipement d'usine d'une valeur de 46 039 \$ en concluant un contrat de location-financement pour le même montant. De l'information supplémentaire sur les contrats de location-financement est fournie à la note 17.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2016, la Société a acquis de l'équipement de production d'une valeur de 75 064 \$ en concluant un contrat de location-financement pour le même montant. De l'information supplémentaire sur les contrats de location-financement est fournie à la note 17.

Notes aux états financiers annuels consolidés
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2017 et 2016

21. Instruments financiers

21.1 Juste valeur et classement des instruments financiers

	Valeur comptable et juste valeur	
	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Actifs financiers		
Prêts et créances		
Trésorerie	87 140 \$	68 100 \$
Créances clients et autres débiteurs ⁽¹⁾	12 045 694	10 873 302
	12 132 834	10 941 402
Passifs financiers		
Passifs financiers, au coût amorti		
Dette bancaire	5 827 182	5 052 270
Dettes fournisseurs et autres créditeurs ⁽²⁾	6 693 995	7 804 787
Emprunts à long terme	4 345 367	5 483 801
	16 866 544	18 340 858
Autres passifs		
Obligations en vertu de contrats de location-financement	475 062	392 714

⁽¹⁾ Exclut les taxes de ventes

⁽²⁾ Exclut les avantages aux employés

Les estimations de juste valeur sont effectuées à la date de l'état consolidé de la situation financière en utilisant l'information disponible à ce moment. Ces estimations sont de nature subjective et ne peuvent pas toujours être déterminées de façon précise.

Les méthodes et hypothèses suivantes ont été utilisées afin de déterminer l'estimation de la juste valeur de chaque classe d'instruments financiers :

- La juste valeur de la trésorerie, des créances clients et autres débiteurs, de la dette bancaire ainsi que des dettes fournisseurs et autres créditeurs est comparable à leur valeur comptable à la date de l'état consolidé de la situation financière étant donné leur échéance à court terme.
- La juste valeur des emprunts à long terme et des obligations en vertu de contrats de location-financement, qui portent majoritairement intérêt à des taux variables, est estimée en utilisant une approche de flux de trésorerie actualisés, qui consiste à actualiser les flux de trésorerie contractuels en utilisant un taux d'actualisation dérivé de taux d'intérêts observables sur le marché rattachés à des prêts semblables ayant des risques similaires.

La Société s'assure, autant que possible, que ses techniques d'évaluation et ses hypothèses incorporent tous les facteurs que les intervenants du marché considéreraient en établissant un prix et qu'elles sont en lien avec les méthodes financières généralement reconnues pour l'établissement de prix d'instruments financiers.

21. Instruments financiers (suite)

21.2 Hiérarchie des justes valeurs

La Société classe ses instruments financiers en utilisant une hiérarchie des justes valeurs composée des niveaux suivants:

Niveau 1 – évaluation fondée sur les prix (non rajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;

Niveau 2 – techniques d'évaluation fondées sur des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix);

Niveau 3 – techniques d'évaluations fondées sur des données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

Aux 31 décembre 2017 et 2016, les justes valeurs des emprunts à long terme et des obligations en vertu de contrats de location-financement sont classées au niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs.

22. Contrats de location simple

22.1 Contrats de location

La Société loue, en vertu de contrats de location simple, les locaux de ses emplacements de fabrication auprès de parties liées et aucune restriction n'est imposée à la Société en vertu de ces contrats de locations. Il n'existe aucun loyer conditionnel et aucun montant de sous-location n'est reçu par la Société. Les contrats de location viennent à échéance à plusieurs dates jusqu'en avril 2026, et incluent des clauses de renouvellement.

22.2 Paiements comptabilisés en charges

	Exercices terminés les	
	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Paiements pour les locaux	867 766 \$	934 845 \$
Matériel roulant	35 311	35 004
Matériel de bureau	16 679	17 032

22.3 Obligations en vertu de contrats de location non-résiliables

	Exercices terminés les	
	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Au plus tard 1 an	908 312 \$	931 274 \$
Plus de 1 an et au plus tard 5 ans	2 870 414	3 206 060
Plus de 5 ans	1 295 841	1 873 205
	5 074 567 \$	6 010 539 \$

Notes aux états financiers annuels consolidés
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2017 et 2016

23. Gestion du capital et du risque

23.1 Gestion du capital

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital est de maintenir un niveau de liquidité suffisant pour pouvoir soutenir sa croissance tout en adoptant une approche prudente à l'égard du levier et des risques financiers.

Le capital de la Société est composé de la dette nette et des capitaux propres. La dette nette comprend les dettes et les emprunts portant intérêt moins la trésorerie. La Société utilise principalement son capital pour financer l'augmentation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement et les dépenses d'investissement afin d'accroître ses capacités et pour intégrer ses activités.

La Société utilise le résultat avant intérêts, impôts et amortissements (« RAIIA ») comme principale mesure pour surveiller le levier financier.

Les conventions relatives aux emprunts exigent que la Société respecte certaines clauses restrictives à des moments précis. Les clauses restrictives sont, au 31 décembre 2017 :

- Ratio du fonds de roulement, défini comme étant le ratio des actifs courants divisés par les passifs courants, supérieur ou égal à 1,1 : 1.
- Ratio de dette sur capitaux propres, défini comme le total de la dette excluant les impôts divisé par les capitaux propres et les impôts futurs moins les actifs intangibles, inférieur ou égal à 2,5 : 1.
- Ratio de dette portant intérêt divisée par le RAIIA, tel que défini, inférieur ou égal à 4 : 1.
- Ratio de couverture des charges fixes calculé annuellement égal ou supérieur à 1,1 : 1.
- De maintenir un RAIIA minimum, tel que défini, de 1 900 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017.

23.2 Gestion du risque de change

La Société est exposée au risque de change étant donné qu'une partie importante des achats de matières premières liés à ses ventes est libellée en dollars américains. Une partie des produits libellés en dollars américains constitue une couverture à ce risque de change, diminuant ainsi l'exposition de la Société à ce risque.

La filiale étrangère, Imaflex USA, expose également la Société au risque de change puisque sa monnaie fonctionnelle est le dollar américain. La Société n'utilise pas de couverture pour pallier ce risque.

Finalement, une portion des emprunts de la Société est libellée en dollars américains. La majorité des flux de trésorerie générés par les actifs financés par ces dettes est en dollars américains.

Les instruments financiers libellés en dollars américains inclus à l'état consolidé de la situation financière sont les suivants:

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Trésorerie	1 195 \$	369 \$
Créances clients	3 527 502	2 279 387
Dettes fournisseurs	(2 439 700)	(3 903 091)
Endettement bancaire	(312 580)	(1 173 716)
Exposition brute	(776 417) \$	(2 797 051) \$

23. Gestion du risque (suite)

23.2 Gestion du risque de change (suite)

Une appréciation de 5 % du dollar canadien par rapport au dollar américain aurait une incidence positive sur sa situation financière de 22 700 \$ au 31 décembre 2017 (244 616 \$ au 31 décembre 2016). À l'inverse, une dépréciation de 5 % du dollar canadien par rapport au dollar américain aurait l'effet opposé. La direction estime que chaque 0,01 \$ d'appréciation du dollar américain contre le dollar canadien aurait un impact favorable sur les résultats de la Société d'environ 190 000 \$. Chaque dépréciation de 0,01 \$ du dollar américain contre le dollar canadien aurait l'effet opposé.

23.3 Gestion du risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de fluctuation des taux d'intérêt en raison de ses emprunts courants et non-courants qui portent intérêt à des taux variables.

La valeur comptable des passifs financiers de la Société portant intérêt est la suivante :

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Instruments à taux variables		
Passifs financiers	10 172 549 \$	10 536 071\$
Exposition brute	10 172 549 \$	10 536 071\$

Analyse de sensibilité :

Une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt diminuerait les résultats de la Société d'environ 115 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017 (92 739 \$ pour 2016). À l'inverse, une diminution de 100 points de base aurait l'effet opposé.

23.4 Gestion du risque de liquidité

La Société cherche à atténuer son risque de liquidité, soit le risque que la Société ne soit pas capable d'honorer ses obligations financières à leur échéance, en gérant la structure de son capital et son levier financier. La Société obtient du financement à l'aide d'une combinaison d'émission d'actions sur les marchés de capitaux et à l'aide d'emprunts auprès d'institutions financières. Une analyse du levier financier est effectuée pour déterminer la combinaison nécessaire entre les différentes sources de financement disponibles et ce, tout en s'assurant de maintenir le levier financier de la Société à un niveau de risque acceptable.

La Société s'assure de maintenir des flux de trésorerie suffisants dans le but d'honorer ses obligations des douze prochains mois. Les flux de trésoreries générés par les activités opérationnelles sont associés au niveau de liquidité nécessaire pour honorer les obligations financières liées aux sources de financement utilisées pour générer ces flux de trésorerie.

Au 31 décembre 2017, la Société a prélevé un montant de 5 827 182 \$ sur sa facilité de crédit opérationnelle d'un montant autorisé de 12 000 000\$. Les sommes prélevées portent intérêt au taux préférentiel majoré de 0,75%. Dans le but de s'assurer que cette facilité de crédit est suffisante pour honorer les obligations de la Société, la direction surveille les changements au niveau des biens donnés en garantie.

Notes aux états financiers annuels consolidés
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2017 et 2016

23. Gestion du risque (suite)

23.4 Gestion du risque de liquidité (suite)

Au 31 décembre 2017, la valeur comptable et les flux de trésorerie contractuels non-actualisés des obligations de la Société sont:

	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	1 an ou moins	2 ans à 5 ans	Plus de 5 ans
Dette bancaire	5 827 182 \$	5 827 182 \$	5 827 182 \$	- \$	- \$
Emprunts (1)	4 345 367	4 812 454	1 468 605	3 239 193	104 656
Contrats de location- financement (2)	475 062	527 044	217 426	309 618	-
Dettes fournisseurs et autres crédoeurs (3)	6 693 995	6 693 995	6 693 995	-	-
	17 341 606 \$	17 860 675 \$	14 207 208 \$	3 548 811 \$	104 656 \$

(1) Les intérêts sur la dette bancaire garantie sont basés sur les taux en vigueur à la date de présentation de l'information financière.

(2) Les flux de trésorerie découlant des contrats de location-financement incluent les intérêts.

(3) Exclut les avantages aux employés

24. Opérations entre parties liées

Entités dans lesquelles des membres de la haute direction ont un intérêt

Au cours de l'exercice et dans le cours normal de ses activités, la Société conclut des transactions avec des entités détenues par des actionnaires de la Société, avec les administrateurs ou des sociétés dans lesquels ils ont un intérêt. Ces transactions sont évaluées à leur juste valeur, qui correspond au montant de la contrepartie fixée et convenue par les parties. Ces transactions, qui n'ont pas été divulguées ailleurs dans les états financiers consolidés, se détaillent comme suit :

	Transactions pour les exercices terminés les		Soldes au		Engagements non garantis au	
	31 décembre 2017	31 décembre 2016	31 décembre 2017	31 décembre 2016	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Entités contrôlées par des principaux dirigeants ou des membres de leur famille						
Loyers	867 766 \$	877 693 \$	- \$	- \$	4 990 249 \$	5 947 770 \$
Prestation de services de personne	149 691	145 909	12 689	12 257	-	-
Entités sur lesquelles des principaux dirigeants exercent une influence notable						
Honoraires professionnels	134 298	138 269	134 298	138 269	-	-
	1 151 755 \$	1 161 871 \$	146 987 \$	150 526 \$	4 990 249 \$	5 947 770 \$

Notes aux états financiers annuels consolidés
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2017 et 2016

24. Opérations entre parties liées (suite)

Principaux dirigeants

Le tableau ci-dessous présente la rémunération des membres de la haute direction, soit le chef de la direction, le vice-président marketing et innovation, le directeur de la production, le vice-président des affaires corporatives, le contrôleur corporatif et les membres du conseil d'administration.

	Exercices terminés les	
	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Salaires	859 122 \$	685 485 \$
Rémunérations aux administrateurs	40 250	44 750
Avantages à court terme	13 405	8 883
Avantages postérieurs à l'emploi – régimes gouvernementaux	14 990	18 267
Palements à base d'actions	139 589	178 679
Autres avantages	45 441	38 682
	1 112 797 \$	974 746 \$